

Le Renseignement



« S'informer sur les intentions d'un acteur intérieur ou extérieur, anticiper les évolutions, prévenir les menaces, influencer les situations ; le renseignement permet de bloquer ou de faire avancer les circonstances. Il requiert une présence humaine et technique permanente dans tous les secteurs et n'est ni une fin en soi, ni une activité strictement réservée à certains spécialistes : il concerne tout le monde à des degrés divers. Sa recherche, sa collecte, son analyse et son exploitation peuvent être l'activité d'agents gouvernementaux ou privés. »

LA FONCTION RENSEIGNEMENT

par le lieutenant-colonel de BARMON

*chef du bureau préparation opérationnelle à l'état-major
de la Brigade de Renseignement*

PP

Plus encore que les autres fonctions opérationnelles, dans le nouveau contexte d'emploi des forces qui prévaut en ce début de 21^{ème} siècle, la fonction renseignement frappe par le caractère global et permanent ainsi que par la diversité et la complexité de son champ d'application. Elle répond donc à des besoins opérationnels spécifiques et s'exerce selon des modes opératoires rigoureux qui doivent être adaptés à chaque contexte et à chaque situation particulière.

LE RENSEIGNEMENT : UNE FONCTION OPERATIONNELLE DETERMINANTE POUR LA PLANIFICATION DE L'ENGAGEMENT ET ESSENTIELLE POUR LA COMPREHENSION DE SITUATIONS COMPLEXES ET EVOLUTIVES

Le terme de renseignement recouvre trois acceptions : le renseignement en tant qu'information pertinente, l'action dont il est le produit et la fonction qui en régit les structures d'organisation liée à des modalités de fonctionnement.

Le renseignement n'est ni une fin en soi, **ni une activité strictement réservée à certains spécialistes** : il concerne tout le monde à des degrés divers. Il est l'une des préoccupations majeures du chef, quel que soit son niveau, il doit permettre d'anticiper l'action de l'adversaire ainsi que ses réactions face à nos propres actions.

La finalité du renseignement est donc de prévoir ce que fera l'adversaire de manière à produire à temps les plans avant l'action, à ajuster la manœuvre en cours d'action et à évaluer les effets après l'action. Ainsi, le renseignement, qui s'inscrit dans une logique d'anticipation et de permanence, a toujours été un facteur primordial dans l'application des principes de la guerre, positif ou négatif, selon qu'on l'utilise ou qu'on l'ignore :

- la liberté d'action dans la recherche de la sûreté (renseignement d'alerte),
- la concentration des efforts par l'identification du point d'application de l'effort (centre vitaux, centres déterminants) et de l'évaluation des risques encourus (renseignement d'objectif),
- l'économie des forces, par la recherche des informations précises et actualisées permettant au chef d'ajuster son dispositif selon une synergie optimale.

Aujourd'hui le besoin en renseignement recouvre des domaines de plus en plus larges et diversifiés (renseignement opérationnel, militaire et d'intérêt militaire, d'environnement,...). Plus que jamais, la fonction renseignement nécessite donc du personnel, formé et en nombre suffisant, des structures et des équipements adaptés et performants.

La recherche du renseignement s'inscrit dans un cycle immuable, continu, réactif et dynamique, articulé autour de cinq phases consécutives, mais exécutées simultanément sur des informations différentes :

- expression des besoins,
- orientation de la recherche,
- recherche,
- exploitation,
- diffusion.

I Les fonctions du renseignement

1. Les objectifs du renseignement

S'informer sur les intentions d'un acteur intérieur ou extérieur, anticiper les évolutions, prévenir les menaces (lien entre le renseignement et l'action) les actions extérieures et/ou intérieurs, influencer les situations ; le renseignement permet de bloquer ou faire avancer les circonstances (une négociation par exemple)

2. Le cycle du renseignement

La recherche : Pour répondre aux questions posées par un décideur, l'agent reçoit un "plan de recherche", véritable "bon de commande" qui le guidera.

La collecte : L'agent devra alors identifier les sources possibles (relations, contacts...) et les activer. Il existe des "Honorables Correspondants" qui donnent des renseignements gratuitement, en ayant conscience de servir les intérêts d'un gouvernement, ainsi que des personnes qui travailleront sans en être informés.

L'analyse : il s'agit de faire le tri pour trouver les bonnes informations et rejeter les mauvaises. C'est le travail des analystes. Ils ont à leur disposition des outils, informatiques et statistiques notamment, très performants, qui leur permettent d'évaluer les renseignements et les sources. Ils font également des

recoupements entre plusieurs informations pour s'assurer qu'il ne s'agit pas d'une même information saupoudrée par une même personne dans le but d'intoxiquer.

L'exploitation : les renseignements obtenus permettent de faire des hypothèses et guident l'action du décideur.

3. Les moyens du renseignement

Il existe des sources dites "**ouvertes**" et des sources dites "**fermées**". Les premières sont publiques. Elles sont accessibles à tous, gratuitement (Internet) ou pas (appel à une entreprise privée). Les secondes s'obtiennent par des moyens clandestins. **Les sources clandestines ne sont pas forcément illégales; elles sont discrètes, l'important étant de ne pas se faire repérer par la cible.** Ces moyens peuvent être techniques (interceptions...) ou humains (personnes rémunérées, volontaires ou manipulées) Les échanges d'informations entre services étrangers sont courants. En effet, chaque service recueille une grande quantité d'informations qui ne l'intéressent pas forcément mais peuvent en intéresser d'autres.

II Les différentes activités de renseignement

1. Le renseignement extérieur : politico-diplomatique, économique, militaire... C'est l'espionnage au sens classique. Le but est de se protéger de ses ennemis et de s'informer sur ses amis!

2. Le contre espionnage : il peut être ;

défensif : protection du secret (sécurité des Armées et du personnel)

répressif : arrestation d'espions et jugement (aspect policier)

offensif : introduction de quelqu'un dans l'organisme adverse

3. Le renseignement intérieur : il peut être sous forme de ;

veille

Surveillance

Infiltration

Recherche et validation

4. Les actions clandestines : utilisation de moyens spéciaux (ex: service Action de la DGSE ou activation de groupuscules pro-gouvernementaux)

III L'organisation du renseignement

1. Le renseignement extérieur : deux acteurs principaux qui dépendent du ministre de la Défense en sont chargés :

la DGSE (Direction Générale de la Sécurité Extérieure) : service civil rattaché traditionnellement au ministère de la Défense mais qui travaille pour l'ensemble du gouvernement, et qui s'intéresse autant à la politique qu'à la diplomatie et l'économie. Elle dispose d'un service Action exclusivement militaire. la

DRM (Direction du Renseignement Militaire) : Créée en 1993, elle travaille sur des sujets exclusivement militaires. Le renseignement intérieur : relève principalement du ministre de l'Intérieur. On peut citer : La DST (Direction de la Surveillance du Territoire) qui est le service de contre-espionnage et de contre-terrorisme.

Les RG (Renseignements Généraux) qui suivent essentiellement les mouvements de société comme les sectes et les mouvements terroristes nationaux. Leur travail est très proche de celui de la DST d'où des problèmes de coordination.

On peut également citer la DPSD (Direction de la Protection et de la Sécurité de la Défense) qui a pour objet de protéger les secrets militaires ; le GIC (Groupement Interministériel de Contrôle) qui pratique des interceptions de sécurité pour les services de renseignement, sous la direction du 1er ministre ; la Gendarmerie, les Douanes, la Police judiciaire (notamment sa section anti-terroristes)...

2. Les instances de coordination

La coordination est assurée par le Comité interministériel du renseignement (CIR), qui fixe les priorités de recherches. Le secrétariat du CIR est assuré par le Secrétariat général de la défense nationale (SGDN). Des contacts réguliers ont lieu entre services français et étrangers.

Quelques problématiques actuelles du renseignement contemporain :

La réorientation des objectifs : prendre en compte des sujets de plus en plus larges, de nouveaux pays ainsi que les Organisations internationales la privatisation du renseignement économique : est ce au gouvernement de faire du renseignement économique?

La révolution des moyens techniques (cryptologie...) l'amélioration de la coordination du renseignement une réforme des structures est-elle nécessaire (ex: fusion des RG et de la DST ? DGSE toujours au ministère de la Défense ? ...)?

3. Le renseignement intérieur

Outre les services officiels tels que la DST, les RG ainsi que les « cousins » des autres ministères, il existe des réseaux sous-terrains officiels voire théoriquement « officiellement parlant » inexistant. Ces derniers sont en général composés d'anciens agents voire de certains encore en service. Leur existence est légitimée par la nécessité de disposer de réseaux de seconde ligne prêts à s'activer en cas de besoin. Ils ont la capacité de dissimuler TOTALEMENT l'activité des réseaux sous-terrains à de potentielles curiosités de membres actifs de services officiels ou de politiciens. Rétention d'informations ? Non. Car les informations acquises par ces réseaux sont, civisme et patriotisme ancré dans les cerveaux oblige, toujours retransmises par des chemins « tordus » mais sûrs et d'une manière indirecte ne laissant en aucun cas les possibles soupçons de l'existence de tels réseaux ou lorsqu'ils existent, sont vite réduits à l'assimilation de collaborateurs extérieurs. La nécessité de disposer de cellules prêtes à entrer en action en cas de coup dur est un héritage de la guerre froide et on pourrait dire, une nécessité, une roue de secours. Les réseaux sous-terrains - imperméables - les plus répandus sont dirigés par des anciens et on y entre uniquement par affiliation.

Cependant, certaines de ces structures sont à l'image des réserves militaires ; elles peuvent être activées en cas d'atteinte à la sûreté nationale, de crise profonde ou de situation critique mettant en danger la survie même de la nation. D'autres, servent aux opérations exigeant une non implication des autorités. Il y a également **les associations déclarées ou non** ainsi que des groupes qui, toujours sous couvert de civisme ou de passion pour le monde du renseignement et/ou de l'action, contribuent de près ou de loin à la collecte du Renseignement ou le font sans même le savoir – parfois manipulés voire infiltrés (dans la majorité des cas)-. Il y a par ailleurs TOUJOURS un proche de ces derniers qui fait office – officieusement ou non – d'ascenseur pour les informations, mais parfois et c'est inévitable sur le lot, les informations entre les mains de membres sortent du territoire au profit de services étrangers. D'où la nécessité d'une vigilance particulière pour tous les réseaux qui ne sont pas « officiels »... Et la nécessité d'établir en leurs seins, des capacités de désinformation voire de contre-espionnage pour les plus importantes et ce, avec ou sans accord des régents dans le but de détecter de potentiels éléments problématiques.

De l'information "blanche" à l'information "noire"

Issu du monde du renseignement, la distinction entre informations blanches, grises ou noires renvoie au degré de confidentialités de celles-ci.

Les informations blanches caractérisent l'ensemble des informations disponibles immédiatement et librement accessibles : soit les sources ouvertes. Elles couvrent la majeure partie des sources formalisées (rapport de gestion, bilan, plaquettes commerciales et bien sûr articles de presses). Leur non-confidentialité ne doit pas conduire à les déprécier car elles constituent souvent une base de travail et de recherches tout à la fois fiable et indispensable et amène généralement après constitution d'une synthèse, de reconstituer un fil conducteur permettant de discerner l'information principale recherchée qui elle est souvent protégée.(axe principal de la veille au sens commun du terme)

Les informations grises sont les sources que l'on peut acquérir de manière indirecte ou détournée. D'accès légal, elles sont privilégiées par les consultants en intelligence économique (démarche particulière, appel à des réseaux d'influences..).Celles-ci nécessitent une démarche de préparation (à partir des informations blanches) car elles répondent souvent à un besoin précis et ciblé.

Les informations noires sont considérées comme confidentielles et leur collecte est souvent assimilée à l'espionnage. Le caractère illégal de telles pratiques les situe hors de la sphère d'action de l'intelligence économique.